

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 2 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Il part de la direction du PS**
- 2) **Le « peuple debout »**
- 3) **Une conversation chiante...**
- 4) **Une douloureuse naissance**
- 5) **« La fin d'une histoire »**



Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) La primaire sans Hollande n'a pas de sens : pourquoi je démissionne de la direction du PS



Par M'jid El Guerrab
ex-PS

M'jid El Guerrab était conseiller du premier secrétaire du Parti socialiste. Il a décidé de démissionner de son poste. Selon lui, la primaire de la gauche ne remportera pas le succès escompté et les candidats doivent faire le choix de la "responsabilité". Celui de soutenir Emmanuel Macron, qui "incarne ce renouvellement politique que les Français appellent de leurs vœux".

Édité par Paul Laubacher



Congrès du Parti socialiste de Toulouse, le 27 octobre 2012 (E. CABANIS/ AFP)

Le FN est aux portes du pouvoir. Il pourrait encore se rapprocher de la majorité présidentielle pour les prochaines législatives et devenir le premier Parti d'opposition en juin prochain.

Face à cette situation politique grave, les partis de gouvernement et les partis progressistes ont un devoir : celui de la responsabilité. Mon parti, le Parti socialiste, pour lequel je milite depuis plus de 15 ans, doit se montrer digne face à ce danger pour notre République.

"Ouvrir les portes et les fenêtres"

J'ai mené nombre de combats au nom de nos valeurs : la justice sociale, la liberté, l'égalité, une République ouverte et la solidarité. Du collage d'affiches à 4h du matin, à la distribution de tracts

sur les marchés, au porte-à-porte en passant par une campagne présidentielle dans l'équipe de Ségolène Royal, du cabinet du président du Sénat en passant par les élections européennes, je pense avoir vu tous les étages de la vie politique qui peuvent se résumer en un mot : le militantisme.

Avec nombres d'autres camarades, nous nous sommes battus depuis plus de 10 ans pour obtenir que les primaires de désignations de nos candidats soient inscrites dans nos statuts. Nous sommes évidemment tous pour plus de démocratie, plus de transparence et plus d'ouverture de notre parti à tous le peuple de gauche. "Ouvrir les portes et les fenêtres" selon l'expression consacrée.

Nos primaires auront lieu fin janvier. C'est une situation là aussi inédite. Ce calendrier apparaît aujourd'hui complètement décalé car il correspondait à un agenda précis : permettre au président de la République de pouvoir se porter candidat et de se soumettre au vote des sympathisants de gauche.

La décision de Hollande et celle des autres candidats à la primaire

Depuis le début du mois, François Hollande a annoncé une décision lourde de sens : il ne sera pas candidat à sa réélection face au risque de division de la gauche. N'étant pas en situation de rassembler, il a fait preuve d'une grande responsabilité politique en annonçant qu'il renonçait. Le calendrier politique choisi n'a donc plus aucun sens.

Chacun de nous doit se montrer au niveau de cette exigence éthique. Chacun de nous a pris la mesure de la gravité et à saluer ce choix lourd de sens. J'appelle donc tous les candidats à la primaire de gauche à se soumettre à la même exigence de lucidité politique : cette primaire ne sera pas en mesure de produire la dynamique que nous escomptions. Son calendrier ne permettra pas de construire l'adhésion à un programme politique. C'est un fait, un constat de bon sens.

Face à cette situation, il faudra que celui ou celle qui sortira de ce processus se hisse à la hauteur du choix du président de la République et se range derrière celui qui sera le plus à même de faire

gagner le camp progressiste face à deux droites : l'une violente et destructrice pour notre modèle social, l'autre dangereuse pour notre démocratie.

Nous avons la responsabilité de soutenir Macron

À titre personnel, j'ai co-signé "l'appel des 41" cet été pour que les jeunes de ma génération s'engagent. Nous avons rencontré plusieurs personnalités politiques de premier plan. Celle qui nous est clairement apparue comme la plus ouverte et à l'écoute sur les questions politiques, économiques, culturelles et sur sa conception d'une laïcité ouverte est sans conteste Emmanuel Macron.

Sur la question de la déchéance de nationalité pour les bi-nationaux, qui a choqué tous les militants socialistes sincères, j'ai été convaincu par la sincérité de ses propos. Il incarne ce renouvellement politique que les Français appellent de leurs vœux et que nous voulons tous.

Pour moi, le choix sera donc assez naturel : hommes et femmes progressistes de gauche, nous avons la responsabilité de le soutenir. Nous avons besoin d'un discours apaisant, rassembleur et crédible sur les questions économiques. J'assume ce choix personnel en espérant qu'il devienne collectif et les conséquences qui en résulteront vis-à-vis de mon parti : pour m'engager pleinement et être en conformité avec ce que je pense, je démissionne de la fonction que m'avait confié le Premier secrétaire auprès de lui.

nouvelobs.com



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Hollande fier d'avoir dirigé un «peuple debout»

Par Laure Bretton



François Hollande lors des ultimes vœux télévisés du Nouvel An de son quinquennat, le 31 décembre 2016 à Paris Photo Olivier MORIN.AFP

Très solennel lors de ses ultimes vœux, le président de la République a appelé les Français à avoir confiance en eux et en leur pays. Et a dressé un portrait catastrophiste d'une France dirigée par Fillon ou Le Pen.

Hollande fier d'avoir dirigé un «peuple debout»

Président toujours debout et jusqu'au bout. François Hollande a présenté samedi ses derniers vœux présidentiels du Nouvel An, promettant de travailler au service des Français chaque jour pendant les quatre derniers mois de son mandat.

Pour ne pas céder à l'émotion et parler de lui - Hollande y répugne et reste un mystère même pour ses plus proches collaborateurs - le chef de l'Etat s'est adressé tout au long de son message directement aux Français.

Utilisant un «vous» inhabituel, comme un paravent derrière lequel le «je» pouvait rester en retrait. Pendant ce quinquennat qui s'achève, «j'ai partagé avec vous des épreuves et des souffrances mais aussi des joies et des bonheurs, a expliqué le premier président de la Ve République à ne pas briguer sa succession.

J'ai eu une immense fierté d'être à la tête d'un peuple debout fidèle, à lui-même et à sa vocation universelle». Avec un petit côté «forces de l'esprit» mitterrandien, Hollande a insisté sur sa relation avec la France et les Français: «C'est un lien indéfectible qui nous unit et que rien n'altérera.»

Il y a trente jours, le 1er décembre, Hollande annonçait renoncer à une nouvelle candidature présidentielle dans un message télévisé d'une dizaine de minutes lui aussi. La voix était blanche, le cadre presque banal du studio de télévision de l'Élysée. Pour ses derniers vœux, le chef de l'État a choisi le salon Alexandre III et ses colonnades en marbre. Plus formel voire théâtral.

C'est surtout de ce salon élyséen que Hollande s'est adressé au pays au soir des attentats de 2015 et 2016. Un lieu hautement symbolique. S'il a parlé d'un «moment émotion et de gravité» dès ses premiers mots, il a vite repris le fil d'une déclaration charpentée autour des «épreuves» qu'a traversées la France, le «socle» de valeurs républicaines et de progrès social qu'il lègue au Français et les enjeux de la future présidentielle.

Face aux attentats - Nice, Magnanville, Saint-Etienne-du-Rouvray - «vous avez tenu bon. Les terroristes voulaient vous diviser, vous séparer, vous effrayer: vous avez montré que vous étiez plus forts, rassemblés et unis [...] Vous pouvez être fiers de vous». A cet instant, le «vous» sonne étrangement, comme si le président, déjà ailleurs, dont le teint et le débit trahissaient l'émotion, n'avait pas traversé les mêmes épreuves et les mêmes doutes.

Jeux de mains

Depuis 2012, Hollande s'est souvent cantonné au récit du bilan, sans parler de «sa» France. Alors que son mandat se termine, il a salué ce pays «attendu et même espéré partout dans le monde», évoqué sans les nommer Bachar al-Assad et Donald Trump ainsi que la guerre au terrorisme islamiste.

Mais loin de la longue litanie des mesures adoptées et de ses autojustifications qui constituaient le cœur de ses vœux précédents, le chef de l'État a résumé son bilan en quelques phrases, pour insister sur les «bases solides» qu'il laissait derrière lui. Sur le plan économique, avec le troisième mois d'affilée de baisse du chômage, «les résultats arrivent, plus tard que prévu j'en conviens», a déclaré un Hollande jouant beaucoup avec ses mains devant la caméra, pointant même parfois le doigt vers les téléspectateurs.

«Ces succès sont les vôtres: vous devez vous en emparer. Non pour nier les difficultés, elles demeurent mais pour prendre conscience de vos atouts, de vos talents, de vos réussites. Votre principal adversaire c'est le doute. Vous devez avoir confiance en vous.»

Ceux qui espéraient un indice sur ses choix pour la présidentielle en ont été pour leurs frais. Il n'a évoqué ni la gauche, ni la primaire de fin janvier à laquelle il a donc renoncé. Mais comme il le fait dans chacun de ses discours depuis un mois, Hollande a attaqué droite et extrême droite en illustrant les conséquences de leurs projets pour les Français selon lui. François Fillon président? «Il en va du modèle social de la France, de son système de santé, de ses services publics essentiels.» Marine Le Pen à la tête du pays? «Il en va de nos valeurs: la France est ouverte au monde, elle est européenne et fraternelle. Comment imaginer notre pays recroquevillé derrière des murs, sur son seul marché intérieur, revenant à la monnaie nationale et discriminant ses enfants selon leurs origines?» Avant de présenter ses «vœux les plus chaleureux» aux Français, François Hollande a livré un dernier conseil, voire une ultime mise en garde: «C'est vous qui aurez le dernier mot. Votre responsabilité est grande et la France compte sur vous.»

En Irak lundi

François Hollande a annoncé, lors de ses vœux qu'il se rendrait lundi en Irak pour «saluer» les soldats français, dans un pays une nouvelle fois ensanglanté samedi par un attentat qui a fait une trentaine de morts sur un marché de Bagdad. «Nous n'en avons pas terminé avec le fléau terrorisme» qu'il «nous faudra continuer à combattre», a averti samedi soir le chef de l'État. «C'est le sens de nos opérations militaires au Mali, en Syrie, en Irak où je me rendrai après-demain pour saluer nos soldats», a-t-il poursuivi. Sécurité oblige, le programme de la visite du chef de l'État n'a pas été précisé par l'Élysée.

Laure Bretton



LAPRESSEENREVUE.EU

III) Comment se sortir d'une conversation chiant?

Troy Patterson



Première rencontre dans «500 jours ensemble», sorti en 2009.



Troy Patterson

Quelques alternatives au mortel «Et sinon, vous faites quoi dans la vie?» à appliquer en soirée.

Quand on tente d'avoir une conversation avec quelqu'un que l'on vient de rencontrer et que ladite conversation ne décolle pas, quel sujet ou quelle question mettre sur le tapis pour lui éviter de sombrer dans l'ennui voire l'embarras? Parfois, je me retrouve à parler à des gens sans savoir quoi leur dire, une fois que les sujets convenus ont été épuisés.

La prochaine fois que vous vous retrouverez dans ce moment embarrassant, tentez déjà cette réplique éprouvée: «Je vais me resservir un verre. Est-ce que je vous sers quelque chose?» Ça marche à peu près à tous les coups. En vous frayant un chemin vers le bar ou le frigo, il est possible de trouver quelque chose à répliquer et de tendre ainsi, à votre retour, la boisson de votre interlocutrice ou interlocuteur sans perdre le fil de la conversation. Voilà un bon moyen de sortir de l'impasse tout en vous faisant bien voir. Et si ça ne marche pas —si votre subterfuge ne change rien à l'affaire— au moins, vous et votre nouvelle connaissance avez quelque chose de mieux à faire de vos lèvres que de vaguement maugréer contre le climat.

Ne pas mépriser la météo

Je ne voudrais pas ici paraître condamner sans appel les discussions à caractère météorologique. Une des bonnes raisons de parler du temps qu'il

fait, c'est qu'il fait parfois mauvais: une haine commune et un dégoût mutuel sont d'excellents moyens de connexion, comme n'importe quel démagogue vous le dira. Une autre excellente raison de parler du climat est de prendre la température du tempérament de votre interlocuteur ou interlocutrice et de lui permettre de se positionner sur un sujet non controversé par essence. Les premières étapes d'une conversation servent, consciemment et pas, à déterminer le statut de votre interlocuteur et à affirmer le vôtre. C'est dans la nature humaine, comme vous le savez sans doute si vous avez fait un peu d'anthropologie au lycée, si vous avez participé à des conférences, étudié vos congénères dans des soirées ou assisté discrètement aux différentes manœuvres des professeurs d'université les uns contre les autres dans le cadre de votre job d'étudiant au sein de tel ou tel club de la fac.

Lorsque l'on débute une conversation avec un parfait étranger, la première tentation est de parler d'une manière qui optimise le potentiel de féerie romantique, d'avancement de carrière, de progression sociale et ainsi de suite. Les craintes et les désirs s'expriment en terme de grammaire, de diction, de vocabulaire et d'élocution, comme Paul Fussell (que certains Français connaissent grâce à ses écrits sur la Seconde Guerre mondiale qui l'a amené en France) l'a exposé dans son ouvrage *Class: A Guide Through the American Status System*. Rejetant la croyance naïve de Tocqueville que l'organisation politique de ce pays «allait largement effacer les distinctions sociales de style langagier et verbal», Paul Fussell écrit:

A l'inverse, et précisément parce que ce pays est une démocratie, les distinctions de classe se sont développées avec une plus grande rigueur qu'ailleurs, et le langage, bien loin de fusionner en une grande masse centrale sans distinctions sociales, a développé encore bien davantage de marqueurs de classes. Il n'existe vraiment aucune forme de fusion des langues et des sociétés, comme les simples citoyens en ont parfaitement conscience. Interrogés par des sociologues, ils indiquent tous que le langage est la principale manière qui leur permet d'estimer la classe sociale d'un inconnu qu'ils viennent de rencontrer.

Je viens d'emprunter ce détour pour reproduire la difficulté qu'il peut y avoir à se lancer sur un sujet un peu provocateur –mais également pour dire que plus vite vous prendrez conscience de cette vérité profonde de la conversation, plus vite vous serez en paix avec elle– pour vous rappeler qu'il est très mal vu pour des adultes de déplacer les sujets de conversation au-delà des limites de classes; et pour dire qu'il peut être très amusant, lors d'une discussion avec des membres de la petite bourgeoisie, de guetter les euphémismes, les tournures de phrase et les expressions élégantes typiques de ce que Fussell appelle «la quête de grandeur et de distinction de la classe moyenne». Quelle est la différence entre un avocat et un procureur? Ce dernier, quand il se présente comme tel, tend à considérer que les trois lettres de plus de son titre lui confèrent ce petit supplément de préciosité.

Puis-je m'éloigner un peu de ce sujet et y aller de mon petit couplet? (Comme je le dis –et comme l'Encyclopédie Moderne l'affirme– la conversation «n'est pas une attaque régulière sur un point, c'est une promenade au hasard dans un champ spacieux où l'on s'approche, on s'évite, on se froisse quelquefois sans se heurter jamais».) «Et sinon, vous faites quoi dans la vie?» est tout sauf une bonne question.

Nous autres Américains nous la posons certes très souvent, à tel point que nous ne la trouvons ni déplacée ni vulgaire, mais elle est tout de même d'un mortel ennui et a un peu tendance à tuer la conversation dans l'œuf. «Vous faites quoi dans la vie?» est un des péchés de la conversation à l'américaine.

Un passage du livre de Stephen Miller, *Conversation: A History of a Declining Art*, porte sur le caractère ô combien ennuyeux des conversations sur le travail. Miller évoque la remarque de Charles Dickens qu'aux États-Unis, «les plaisirs de la conversation sont rares parce que "l'amour des affaires" a tendance à rendre les Américains très autocentrés» et cite également Gustave de Beaumont, le compagnon de voyage de Tocqueville, qui remarque que «les Américains ne s'intéressent qu'à une seule chose, leurs affaires».

Miller observe que la manière américaine de conduire les conversations s'est longtemps inspirée du livre de Dale Carnegie, *Comment se faire des Amis et Influencer les Autres*: «Carnegie voit la conversation comme un outil. Le titre du livre induit le lecteur en erreur. Le but n'est pas de se faire des amis.»

«Qu'est-ce qui vous intéresse?»

Pour se faire un ami —ou, a minima, pour glaner des informations qui vous permettront d'enrichir votre compréhension de la comédie humaine—, vous devriez plutôt demander quelque chose comme «Qu'est-ce qui vous intéresse?», ce qui est à la fois sympathique et excitant. Le simple fait de parler de demain tend également à sortir des sentiers battus: «Que comptez-vous faire cet hiver?» invite autrui à évoquer avec enthousiasme ses projets de voyage, ses espoirs et ses rêves et lui offre même la possibilité d'offrir une réponse délicieusement triviale.

Il est alors de votre devoir, dans cette improvisation à deux, de poser quelques questions additionnelles. Vous prendrez un grand plaisir à révéler quelque chose de vous-même —l'étendue de votre curiosité, votre état d'esprit— en aidant votre interlocuteur à tracer ainsi son autoportrait en creux.

Gardez à l'esprit qu'au cœur de chaque personne ennuyeuse sommeille une personne intéressante qui n'attend qu'une occasion pour sortir. Parfois, pour atteindre cette personne intérieure, il vous faudra faire preuve d'un maximum de tact —ou bien il vous faudra le pousser un peu, à la manière d'un randonneur qui taquine, du bout de son bâton, une boule de poils dans la forêt pour voir si elle est toujours vivante.

Mais si vous faites cela, alors il vous faut devenir un auditeur actif et attentif, et cultiver le talent rare du «silence éloquent» décrit en 1842 par un certain Orlando Sabertash, auteur d'un des innombrables guides intitulés *L'Art de la Conversation*:

«Celui qui fait attention à la moindre intonation triste —qui ravit l'orateur par l'impression que ses mots semblent provoquer; celui-là, qui se content d'un sourire empathique, ne pose qu'une seule question au bon moment, ou exprime un doute qui ne demande qu'à être levé— est un véritable génie, à nul autre pareil, la plus rare de toutes les apparitions de la société moderne.»

Troy Patterson

Slate^{FR}

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) La douloureuse naissance du socialisme français

Guy Konopnicki

Il faudra beaucoup de temps aux différents partis de gauche nés au lendemain de la Commune de Paris, entre dogmatisme intransigent et progressisme ouvert, pour trouver une relative et bien fragile unité.



Jean Jaurès en 1913 - crédit photo Flickr @Paille

Les déchirements de la gauche demeurent comme autant d'actes fondateurs, et se reproduisent de génération en génération. On pourrait même remonter à la scène primitive, en un temps où l'aile marchante de la Révolution française ne siégeait pas à gauche de l'hémicycle, mais sur les gradins supérieurs de la Convention. La guillotine ponctuait alors les débats de la Montagne. La fraternité a beau être un principe de la République, repris par le socialisme, elle n'a guère marqué les relations entre les partisans de la transformation sociale. Les textes les plus impitoyables de Karl Marx visent Proudhon, Fourier, Louis Blanc puis Bakounine, et non les économistes et philosophes bourgeois dont la critique comporte toujours une part d'éloge. Marx fonde ainsi une tradition : un socialiste s'affirme toujours par la critique, plus ou moins violente, d'un autre socialiste.

La guerre des gauches, fondatrice du Parti socialiste, commença immédiatement après la chute du premier gouvernement républicain proclamé par Gambetta au lendemain de la défaite de Napoléon III à Sedan. Le sort funeste des armes, l'incapacité de la jeune République à repousser l'invasion prussienne avaient amené à l'Assemblée une majorité capitularde et fort peu

républicaine. L'insurrection du 18 mars, suivie de la proclamation de la Commune de Paris, sépare durablement la gauche républicaine et bourgeoise d'un mouvement populaire, auquel le mouvement ouvrier et socialiste va s'identifier par la suite. Les députés de gauche, élus du peuple parisien, quittent précipitamment Paris, imités par Jules Ferry, maire de la capitale, nommé par le gouvernement Gambetta.

Démissionnaire un mois plus tôt de son mandat de député, Victor Hugo ne peut approuver l'insurrection, qui lui rappelle celle de juin 1848, fatale à la République, mais il est à peu près le seul à comprendre la colère populaire. Le comité central de la Commune s'installe à l'Hôtel de Ville, et reproduit en son sein toutes les divisions du mouvement révolutionnaire. Des anarchistes aux membres de l'Internationale de Marx, la Commune ne comprend pas moins de sept tendances, qui s'accordent douloureusement sur les mesures d'urgence et l'organisation de la défense, tout en se déchirant sur toutes les perspectives. Les divisions de la Commune pèseront longtemps sur le mouvement ouvrier, même si la cruauté des Versaillais offre un terrible mythe fondateur, par les massacres de la Semaine sanglante, suivis de rafles massives et de condamnations expéditives au bagne. Seul l'exil permet d'échapper à la déportation en Nouvelle-Calédonie.

TOUTES LES VARIANTES DE L'ANARCHIE

La gauche républicaine laminée, le mouvement ouvrier décapité et morcelé se trouve en butte à une effroyable répression. L'armée réprime la moindre grève. Il faudra près de vingt ans pour qu'émerge de nouveau un socialisme légaliste ou simplement décidé à utiliser les institutions bourgeoises. Le dégoût né de mai 1871 engendre toutes les variantes de l'anarchisme : les plus modérés fondent un syndicalisme hostile à l'action politique institutionnelle, les plus durs passent à l'action violente. Ni Dieu, ni maître, de Ravachol à Jules Bonnot, en passant par Auguste Vaillant, l'anarchie exprime pendant un demi-siècle l'hostilité des prolétaires à la république bourgeoise. Sous une forme plus pacifique, c'est encore à partir du mouvement anarchiste que naissent les bourses du travail et la CGT.

Le socialisme politique tente de renaître, autour des anciens communards, libérés du bagne ou rentrés d'exil à la faveur des lois d'amnistie de 1879 et 1880. Il lui faudra vingt-cinq ans pour réaliser son unité.

En 1882, Jules Guesde fonde le Parti ouvrier en compagnie de Paul Lafargue, gendre de Karl Marx. Cette fondation résulte déjà d'une scission : deux ans plus tôt, l'ancien communal Edouard Vaillant, rentré d'un exil à Londres, a participé avec Guesde à la fondation d'un premier parti, la Fédération des travailleurs socialistes de France. Le socialiste libertaire Paul Brousse, redoutant le carcan d'un parti, s'était séparé de Guesde et de Vaillant.

Paul Lafargue ayant convaincu Guesde de la nécessité d'une théorie, inspirée de Karl Marx, Edouard Vaillant juge le texte trop dogmatique. Ancien disciple de Proudhon, puis proche d'Auguste Blanqui, Vaillant n'est cependant pas hostile à Marx. Il a été lié, pendant la Commune et dans l'exil, à Charles Longuet, tout autant gendre du penseur. La divergence politique se double d'une querelle de famille, Lafargue, fort de son antériorité dans la famille, se veut seul héritier de Marx, auquel il affirme avoir fait relire le texte fondateur du Parti ouvrier. Selon Engels, Marx aurait alors dit : «C'est peut-être un texte marxiste, mais, en ce qui me concerne, je ne suis pas marxiste.» En tout état de cause, Marx a pu relire le texte en 1882, mais il est mort un an après, en mars 1883.

De son côté, Jules Guesde cherche à construire sa légitimité, quand celle des héros de la Commune s'impose naturellement. Car il n'a pas participé à la Commune, puisqu'il se trouvait dans le sud-ouest de la France. Soutenant de sa plume l'insurrection parisienne, il encourait tout de même une condamnation à sept ans de réclusion, si bien qu'il prit le chemin de l'exil. Il rentra à Paris un peu avant les anciens communalards. Jean Allemane adhéra au Parti ouvrier dès sa fondation. Il avait, lui, combattu dans les rangs des fédérés et payé son engagement de sept années de bagne en Nouvelle-Calédonie. Rentré à Paris, il était, contrairement à Guesde et Lafargue, un authentique ouvrier, typographe à l'imprimerie de l'Intransigeant. Très vite, Allemane s'oppose au tandem dirigeant, qui impose un dogme unique, fondé sur la prise du pouvoir par le prolétariat, en refusant tout compromis intermédiaire.

Une querelle qui en préfigure bien d'autres. Pour Jules Guesde, la forme du gouvernement bourgeois ne concerne pas le prolétariat. Jean Allemane et ses partisans estiment au contraire que le combat socialiste passe par la défense des libertés républicaines. Les amis de Jean Allemane veulent soutenir toutes les avancées, à commencer par les lois Jules Ferry, qui ouvrent les écoles aux

enfants de prolétaires. La tension se fait plus vive au sein du Parti ouvrier, lorsque Jean Allemane s'engage dans la lutte contre le général Boulanger, qui tente d'imposer un pouvoir autoritaire. Aux yeux de Jules Guesde, cette ligne revient à placer les socialistes à la remorque des républicains bourgeois. En 1890, Jean Allemane et ses partisans, parmi lesquels se trouve Jean-Baptiste Clément, poète de la Commune, sont exclus du Parti ouvrier. Ils fondent aussitôt un autre parti, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Considérant la grève générale comme le moyen d'action de la classe ouvrière, Allemane se rapproche en même temps des syndicalistes et participe à la fondation de la CGT. Alliance contre nature pour Lafargue, qui n'a pas de mots assez durs pour les anarcho-syndicalistes comme Fernand Pelloutier, fondateur de la CGT.

LE SOCIALISME INDÉPENDANT DE JAURÈS

Le dogmatisme du Parti ouvrier, devenu en 1892 Parti ouvrier français, laisse le terrain à des formations plus ouvertes. Chez les guesdistes, il n'y a guère de place pour un homme qui, venant d'un autre horizon, se convertit au socialisme. Né en 1859, Jean Jaurès n'est pas de la génération de la Commune. Député républicain, benjamin de la Chambre en 1885, mais battu à la fin de son mandat, il découvre le socialisme sur le terrain, lors de la grève des mineurs de Carmaux dont il se fait le porte-parole. Normalien, docteur ès lettres, professeur de faculté à Toulouse, il ne vient pas de la classe ouvrière et n'a strictement aucune expérience des luttes. Mais ce bourgeois se lie aux ouvriers de Carmaux et devient leur député en 1893. Socialiste indépendant, il ne songe pas à rejoindre les formations existantes. On ne saurait dire que Guesde, élu député du Nord au même moment, l'accueille à bras ouverts.

Jaurès est un négociateur, il a recherché une issue positive à la grève et il récidive avec les verriers de Carmaux, en empêchant la fermeture de l'usine par la fondation d'une coopérative ouvrière. Ce ne sont pas les idées en vogue au POF, mais Jean Jaurès va s'imposer en quelques années comme la figure majeure du socialisme français. Sa mobilité d'esprit s'oppose au dogmatisme de Guesde. Réformiste, il approuve toute avancée, qu'il s'agisse de libertés publiques ou de la condition ouvrière. Mais surtout, dès lors qu'il adopte une cause, Jean Jaurès en devient le meilleur défenseur, et donc le leader. Ainsi du socialisme, ainsi de la défense de Dreyfus. Lorsqu'éclate l'affaire, Jaurès croit à la culpabilité du capitaine, jusqu'à suggérer que l'influence juive a évité à Dreyfus le peloton d'exécution. Quand il prend

conscience de l'iniquité, il défend un innocent et dénonce les préjugés antisémites qui en font un coupable. Guesde voit dans cet engagement la preuve que Jaurès n'est décidément pas un socialiste.

Prendre parti pour un militaire, un officier, un bourgeois ! Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, quitte le parti de Guesde pour marquer son soutien à Jaurès et rejoindre la formation de Jean Allemane.

DEUX BLOCS FACE À FACE

Au début du XXe siècle, il y a quatre ou cinq formations se réclamant du socialisme. Chacune derrière son chef historique : Edouard Vaillant, Jules Guesde, Paul Brousse, Jean Allemane. A quoi s'ajoutent des comités socialistes à géométrie variable, des socialistes indépendants dont Jean Jaurès est la figure principale. L'Internationale socialiste, fondée en 1889, les presse de s'unir et refuse de choisir. Les vieux chefs se déchirent et se combattent. Jean Jaurès plaide le premier pour l'unité des socialistes. Mais qui est-il ?

Jules Guesde décide en 1902 de rassembler les révolutionnaires, à l'exclusion de tous les autres. Le POF fusionne avec le petit parti d'Edouard Vaillant pour former le Parti socialiste de France. Une manœuvre d'appareil, pour éviter une formation plus large avec des socialistes tièdes. Tout, sauf Jaurès, en quelque sorte. Jean Allemane, en revanche, s'est rapproché de Jean Jaurès, par l'entremise de Lucien Herr, bibliothécaire de l'Ecole normale supérieure. La même année 1902, Jean Jaurès fonde le Parti socialiste français, en compagnie de Jean Allemane et de Paul Brousse.

La guerre des socialistes reprend, en mettant deux blocs face à face. Jaurès et ses amis participent aux combats républicains, jusque dans le travail parlementaire. Ainsi Jaurès participe, en tant que député, à la rédaction des lois de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les guesdistes, s'opposant à l'Eglise et à l'Etat, estiment que les relations des deux ne les concernent pas. La guerre des deux PS aurait pu continuer longtemps, si l'Internationale n'avait exigé la fusion. Jean Jaurès prend le parti de l'unité, à longueur de discours et d'articles, quand Guesde n'a de cesse de l'invectiver. Il cherche en même temps à sortir le socialisme de son pré carré, et fonde l'Humanité, en 1904, en y invitant une constellation d'écrivains, tels Anatole France, Jules Renard, Tristan Bernard et Octave Mirbeau.

Le journal milite pour l'unité des socialistes. De gré ou de force, les guesdistes finissent par accepter et les deux partis fusionnent en 1905 au congrès du Globe, pour former la SFIO, Section française de l'Internationale ouvrière.

L'unité paye, en 1914, les socialistes obtiennent 107 sièges à la Chambre des députés. Ils sont unis, mais pour quinze ans seulement. Jaurès, comme l'on sait, tente jusqu'au bout de conjurer la guerre, ce qui lui vaut d'être assassiné le 31 juillet 1914. Seul Jean Longuet, qui a accompagné Jaurès dans toutes ses démarches, se prononce encore contre la guerre, devant le groupe socialiste, mais il applique la discipline de groupe à la Chambre. Guesde, qui a passé plus de trente ans à dénoncer toute compromission avec les gouvernements bourgeois, devient ministre et même ministre d'Etat. Le guesdiste Marcel Cachin devient le plus ardent des propagandistes de l'Union sacrée. Envoyé en Russie lors de la Révolution russe de février 1917, il salue l'engagement du gouvernement provisoire, qui entend poursuivre la guerre auprès des Alliés.

Mais, au sein de la SFIO, un courant pacifiste se dessine, mené par Jean Longuet. Lorsque ce courant tend à devenir majoritaire, Marcel Cachin et L.-O. Frossard s'y rallient. La guerre se termine. Les socialistes se déchirent de nouveau, et ceux qui rentrent du front demandent des comptes aux camarades députés qui les ont envoyés au casse-pipe. La révolution d'Octobre semble offrir une perspective à ceux qui dénoncent la trahison socialiste. La fondation à Petrograd de la IIIe Internationale précipite la scission. Aussi étrange que cela paraisse, Lénine, Trotski et Zinoviev refusent toute discussion avec Jean Longuet, seul opposant à la guerre, et choisissent de s'appuyer sur les ex-bellucistes Marcel Cachin et L.-O. Frossard. La rupture est consommée en décembre 1920, au congrès de Tours. Une nouvelle guerre des socialismes commence alors, avec de brèves trêves unitaires, comme celle de 1936.



V) "Socialisme: la fin d'une histoire", entropie socialiste



Jérôme Grondeux, professeur d'Histoire contemporaine à Paris IV Sorbonne, s'est spécialisé dans l'étude de l'histoire politique. Il propose ici, sous un titre volontiers provocateur, une synthèse sur le mouvement socialiste, tant européen que français, ainsi qu'une interrogation sur son avenir

dans un siècle où les défis paraissent nombreux.

Le mythe de la Révolution

Le socialisme - le mot apparaît d'abord en Italie avant d'être importé en France - est fils de la Révolution Française : la conjuration de Gracchus Babeuf fournit en effet un modèle et un ancêtre héroïsé pour toute une postérité d'idéologues et d'apprentis révolutionnaires épris de romantisme. Pour tous en Europe, il s'agit alors de reprendre l'œuvre de la révolution de 1789 et de 93, interrompue par Bonaparte.

Le socialisme avant le socialisme

Un des mérites de l'ouvrage est de souligner qu'il a existé un socialisme pré-marxiste, celui de Proudhon, mais pas seulement : on assiste dans les années 1830-1840 à un véritable printemps du ou plutôt des socialismes : celui de Fourier, de Prosper Enfantin et des phalanstères, celui de Saint Simon aussi. Ce que tous ces socialistes ont en commun est l'espérance que grâce à des travaux scientifiques, basés sur une approche économique et sociologique (on sent ici la postérité des lumières et de la raison), il sera possible de transformer la société en la rendant plus juste, surtout face à l'urgence sociale née de l'industrialisation.

1848 marque leur apogée ainsi que leur déclin brutal : si les socialistes sont aux premières loges, la révolution de février les pousse à l'exil (Louis Blanc) et l'avènement de Napoléon III - souverain qui aura une vraie politique sociale, n'était-il pas l'auteur de l'Extinction du paupérisme ? - en conduira d'autres à la prison. C'est le début aussi de l'essor du marxisme qui fournira une doctrine avec des fondements scientifiques (la lutte des classes comme moteur de l'histoire) et une espérance eschatologique (le grand soir avec l'arrivée au pouvoir de la classe

ouvrière). Notons ici l'importance accordée à la dimension spirituelle du socialisme, au rôle de la foi, de la croyance dans un monde meilleur à construire - encore plus prégnant dans le cas du communisme. Cet aspect religieux, souligné par l'auteur, paraît déterminant pour comprendre historiquement ce mouvement et son attrait, à la fois pour les masses et les intellectuels, dans une Europe façonnée par le christianisme. Le dernier tiers du 19e siècle voit la fondation des partis politiques en Europe - la France en 1905- qui va maintenant voir l'idéal socialiste rencontrer le réel.

L'abandon d'un projet de transformation de la société

Or, non seulement ses succès électoraux grandissants sont venus se fracasser sur l'écueil de la Grande Guerre, mais survint octobre rouge. Dépassé sur sa gauche, l'idéal du socialisme a progressivement été dévoyé par le communisme - plus charmeur, plus générateur de rêve, tant que ses horreurs étaient cachées. De plus, au sein du mouvement socialiste s'est épanouie une tendance sociale-démocrate qui s'est emparée des idées de Beveridge et de Keynes - deux libéraux - pour instaurer des Etats-providences qui ont permis les succès électoraux de l'après-guerre et l'amélioration de la condition de la classe ouvrière - sauf en France où c'est le général de Gaulle qui a mené cette entreprise face à une SFIO gangrénée par la guerre d'Algérie et à une gauche intellectuelle parasitée par un marxisme doctrinaire et stérile. Avec ironie, remarquons que certains ancêtres de la social-démocratie sentent le soufre, comme Henri de Man, pour cause de collaboration avec les nazis : avoir raison trop tôt les avait-il rendu si amers ?

L'alternance de 1981 en France et l'épreuve du pouvoir ont converti les socialistes français, comme partout en Europe, à des politiques réformistes, voire « centristes » mais sans un congrès de Bad Godesberg[i] qui, de toute façon, serait arrivé trop tard face à la vague ultralibérale venue des Etats-Unis et à la chute du mur de Berlin. Grondeux souligne à juste titre que les socialistes se sont engouffrés dans une série de causes - des droits des femmes au mariage des homosexuels - pour pallier le vide idéologique et eschatologique qui est le leur. Un Jean-Luc Mélenchon, au fond, recherche la pureté des origines en créant le Parti de Gauche ; il tente d'apaiser son angoisse existentielle devant cet univers qu'il refuse de voir disparaître, même s'il n'est plus depuis longtemps. Pour l'auteur, le parti socialiste est désormais un parti comme un autre, « normalisé », après avoir perdu sa croyance

messianique dans le grand soir. En fait, il a abandonné ses militants - en l'occurrence, ses croyants - à la réalité d'une économie mondialisée, sur laquelle ni le socialisme et ni les socialistes n'ont de prise.

En France, le candidat socialiste a gagné l'élection présidentielle de 2012. Il n'en demeure pas moins que ses propositions n'avaient plus rien à voir avec le programme commun négocié par François Mitterrand avec les communistes et les radicaux. Alors, le socialisme s'est-il finalement modernisé pour faire face à une époque plutôt que d'être dépassé par elle, ou bien peut-on parler de socialisme « dry », en référence à certaine boisson, qui aurait la couleur - rose, bien sûr - du socialisme, mais n'en aurait plus vraiment le goût ? En fait, allons plus loin que l'auteur : le parti socialiste est comme le parti radical des années 30 : son rôle historique est terminé. Reste des élus, des militants qui font comme si...

Voici en tout cas une synthèse claire, recommandée aux amateurs d'Histoire, aux étudiants et aux passionnés de politique.

Sylvain Bonnet

Jérôme Grondeux, Socialisme : la fin d'une histoire ?, Payot, mars 2012, 234 pages, 22€

[i] *Le congrès de Bad Godesberg permit au parti allemand SPD de procéder à son aggiornamento en matière doctrinale et d'accepter d'autres sources idéologiques que le marxisme. Aucun équivalent pour le mouvement socialiste français, à part la déclaration de principes de 2008, adoptée sans réel débat...*

lintern@ute

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue